

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article14861>

Rentrée de tous les dangers pour la Défense

- Défense - France -



Date de mise en ligne : lundi 5 septembre 2011

Spyworld Actu

C'est aussi la rentrée des classes pour le ministre de la Défense, les états-majors des armées et les grands industriels de l'armement. L'occasion de faire la tournée des dossiers chauds, dont certains sont structurants, à l'image du changement de la gouvernance d'EADS en mai, de la consolidation de l'industrie française et de la volonté de faire vivre l'accord stratégique franco-britannique.

Safran-Thales, un nouveau coup d'épée dans l'eau ?

En dépit de la très forte volonté du ministère de la Défense de consolider les activités d'optronique (systèmes combinant l'optique et l'électronique) et de « navigation inertielle » entre Thales et Safran, rien n'y fait (« La Tribune » du 1er août). Les industriels n'en font qu'à leur tête alors même que l'État client est au capital des deux groupes (30,2 % chez Safran et 27 % chez Thales). Le délégué général de l'armement Laurent Collet-Billon, semble avoir acté ce nouvel échec dans une interview donnée au « Monde » ce week-end : l'opération qui avait été annoncée pour cet été « ne s'est pas faite », a-t-il confirmé. Les deux industriels n'arrivent toujours pas à s'entendre sur les valorisations de leurs actifs. « Quelles que soient les modalités - joint venture, échanges d'actifs ou cession - cela ne change rien au problème. On en revient toujours à la valorisation », explique un proche du dossier. Cette opération devrait être rouverte après l'élection présidentielle même s'il est à prévoir un coup de gueule ministériel dès la rentrée.

Quelle nouvelle stratégie de Dassault chez Thales ?

La question devient vraiment pressante : le pacte d'actionnaires en vigueur entre Dassault Aviation et l'État concernant Thales prend fin au 31 décembre 2011. Il pourra faire l'objet d'une tacite reconduction par période de cinq ans... ou pas.

Par exemple, jusqu'ici, Dassault Aviation, selon les modalités prévues par le pacte, ne pouvait pas proposer « comme candidat un salarié, cadre ou dirigeant appartenant au groupe Dassault ou ayant quitté récemment ce groupe » au poste de président. Le fera-t-il à partir du 1er janvier 2012 alors même que le bras droit de Serge Dassault et PDG de Dassault Aviation, Charles Edelstenne, a toujours défendu bec et ongles le PDG de Thales, Luc Vigneron, y compris à l'Élysée quand celui-ci voulait l'évincer début 2011.

La modification du pacte, si elle est entérinée, se traitera uniquement à l'Élysée.

EADS : neuf mois de transition sous haute tension ?

Tout est gravé dans le marbre : sauf accident majeur, un Allemand, en principe le PDG d'Airbus Tom Enders, va prendre en mai 2012 la direction opérationnelle d'EADS à la place de Louis Gallois, qui aurait pourtant souhaité rempiler. En contrepartie, un Français sera nommé président du conseil d'administration du géant européen, Arnaud Lagardère revendique ce fauteuil, alors qu'il est fragilisé par les mauvais résultats de son groupe. Enfin, Fabrice Brégier devrait obtenir le poste de PDG d'Airbus. C'est le côté face de l'opération où chacun des acteurs répète officiellement à l'envi que tout se passe dans la sérénité. Mais il y a le côté pile... Les ego peuvent-ils faire dérailler le groupe, comme par le passé ? L'annonce en mars dernier de la restructuration de la branche Défense d'EADS recentrée vers l'Allemagne, par Stefan Zoller, en froid avec Tom Enders, avait donné un petit aperçu de ce que peuvent être les ambitions personnelles et les tensions entre les grands barons d'EADS (voir « La Tribune » du 24

mars).

Français et Britanniques doivent faire vivre leur accord stratégique

Au-delà des déclarations, il faut passer aux actes. Paris et Londres, qui ont repoussé à décembre le sommet franco-britannique prévu initialement en octobre pour des raisons d'agenda, doivent décliner quels sont les programmes lancés en commun. « On mesurera alors l'avancement des projets », juge une source proche du dossier. En dépit des déclarations contradictoires de Paris au salon du Bourget, les deux pays vont lancer en commun le drone de surveillance « Male » (moyenne altitude, longue endurance), développé par Dassault Aviation et BAE Systems. Autres dossiers en commun en dehors du nucléaire, le missile antinavire léger (ANL), le maintien en condition opérationnelle (MCO) de l'A400M, des drones marins... Enfin en contrepartie de l'achat possible par l'armée de Terre française de drones tactiques Watchkeeper (Thales) développés pour l'armée de Sa Majesté, Paris pousse les Britanniques à acheter le nouveau missile MMP, successeur du Milan. À suivre.

Post-scriptum :

<http://www.latribune.fr/journal/edi...>